# NORME ST.3

NORME RECOMMANDÉE CONCERNANT LES CODES À DEUX LETTRES  
POUR LA REPRÉSENTATION DES ÉTATS, AUTRES ENTITÉS  
ET ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

Proposition présentée pour examen à la dixième session

du Comité des normes de l’OMPI (CWS)

~~Révision approuvée par le Comité des normes de l~~’~~OMPI (CWS)  
à sa septième session le 5 juillet 2019~~

## INTRODUCTION

La présente norme recommandée établit des codes alphabétiques à deux lettres qui, afin d’améliorer l’accès à l’information en matière de propriété ~~industrielle~~intellectuelle, représentent, en particulier, les noms des États, autres entités et organisations intergouvernementales qui ont une législation protégeant les droits de propriété ~~industrielle~~ intellectuelle ou qui, pour ce qui est des organisations, agissent dans le cadre d’un traité de propriété ~~industrielle~~intellectuelle.

La désignation des États ou autres entités répertoriés dans la présente norme recommandée n’implique aucune prise de position quant au statut juridique des États ou territoires, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières.

Les codes alphabétiques à deux lettres figurant dans la présente norme recommandée sont alignés sur les codes ISO alpha-2 universellement reconnus, qui figurent dans la norme internationale ISO 3166-1 intitulée “Codes pour la représentation des noms de pays et de leurs subdivisions – Partie 1 : Codes de pays” qui est disponible sur la [Plateforme de consultation en ligne](https://www.iso.org/obp/ui/fr/) de l’Organisation internationale de normalisation (ISO). La forme abrégée des noms d’États figurant dans la présente norme recommandée est alignée sur celle de la base de données terminologique de l’ONU (UNTERM), à quelques exceptions près. Ces exceptions, ainsi que les noms de territoires, procèdent de la pratique de longue date de l’OMPI, répondant à des demandes officielles des États concernés.

## CODE NORMALISÉ RECOMMANDÉ

La présente norme recommandée est destinée à être appliquée par les offices de propriété ~~industrielle~~ intellectuelle dans tous les cas où il est nécessaire d’indiquer sous une forme codée les noms des États, autres entités et organisations intergouvernementales.

Les codes recommandés, avec les noms auxquels ils correspondent, figurent à l’annexe I qui comporte les deux sections suivantes :

i) la section 1 contient une liste alphabétique des noms abrégés des États, autres entités et organisations intergouvernementales, avec les codes correspondants;

ii) la section 2 contient une liste alphabétique des codes visés à l’alinéa i) représentant les États, autres entités et organisations intergouvernementales, avec les noms abrégés correspondants.

Outre les codes susmentionnés, le code alphabétique à deux lettres “XX” est recommandé pour représenter les États, autres entités ou organisations inconnus.

## MISE À JOUR

L’ISO a chargé une Autorité de mise à jour de gérer la norme internationale ISO 3166. L’OMPI a le statut d’observateur auprès de l’Autorité de mise à jour et se trouve donc étroitement associée à ses travaux.

Le Bureau international met cette norme recommandée à jour de temps à autre selon les décisions de l’Autorité de mise à jour et de l’organe compétent de l’OMPI concernant l’insertion de nouveaux codes alphabétiques à deux lettres ou la modification des codes alphabétiques à deux lettres existants. En ce qui concerne l’inclusion de nouveaux noms ou la modification de noms existants d’États et de territoires, le Bureau international met à jour la présente norme recommandée d’après UNTERM, avec les quelques exceptions mentionnées au paragraphe 3. Pour ce qui est de l’inclusion de nouveaux noms ou la modification de noms existants d’organisations intergouvernementales, le Bureau international met à jour la présente norme recommandée en fonction des communications reçues de l’organisation intergouvernementale concernée et selon la pratique de longue date de l’OMPI à cet égard. La procédure de révision de la présente norme recommandée est reproduite à l’annexe III.

## APPLICATION ET DIRECTIVES À L’INTENTION DES UTILISATEURS

Afin d’aider les utilisateurs des documents relatifs aux titres de propriété ~~industrielle~~ intellectuelle ou aux demandes correspondantes, la section 1 de l’annexe II de la présente norme recommandée donne une liste des États pour lesquels le code en vigueur avant le 1er janvier 1978 a été depuis remplacé par un nouveau code. Une liste des États ou organisations qui ont cessé d’exister figure, avec leur code respectif, dans la section 2 de l’annexe II.

Les codes figurant à l’annexe I de la présente norme recommandée doivent être utilisés dans tous les documents relatifs à des titres de propriété ~~industrielle~~ intellectuelle ou aux demandes correspondantes, même lorsqu’il s’agit de documents pour lesquels il existait un autre code avant le 1er janvier 1978.

Les combinaisons de lettres AA, QM à QY, XA à XM, XO à XT, XW, XY, XZ et ZZ peuvent être utilisées à des fins propres et pour les codes provisoires.

[Les annexes suivent]

# ANNEXE I, SECTION 1

LISTE DES ÉTATS ET AUTRES ENTITÉS, AVEC LES CODES CORRESPONDANTS

LISTE ALPHABÉTIQUE DES NOMS ABRÉGÉS DES ÉTATS, AUTRES ENTITÉS   
ET ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES,   
AVEC LES CODES CORRESPONDANTS

AFGHANISTAN AF

AFRIQUE DU SUD ZA

ALBANIE AL

ALGÉRIE DZ

ALLEMAGNE(3) DE

ANDORRE AD

ANGOLA AO

ANGUILLA AI

ANTIGUA‑ET‑BARBUDA AG

ARABIE SAOUDITE SA

ARGENTINE AR

ARMÉNIE AM

ARUBA AW

AUSTRALIE AU

AUTRICHE AT

AZERBAÏDJAN AZ

BAHAMAS BS

BAHREÏN BH

BANGLADESH BD

BARBADE BB

BÉLARUS BY

BELGIQUE BE

BELIZE BZ

BÉNIN BJ

BERMUDES BM

BHOUTAN BT

BOLIVIE (ÉTAT PLURINATIONAL DE) BO

BONAIRE, SAINT-EUSTACHE ET SABA BQ

BOSNIE‑HERZÉGOVINE BA

BOTSWANA BW

BOUVET, ÎLE BV

BRÉSIL BR

BRUNÉI DARUSSALAM BN

BULGARIE BG

BUREAU INTERNATIONAL DE  
L’ORGANISATION MONDIALE DE  
LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE  
(OMPI)(4) (13) IB, WO

BURKINA FASO BF

BURUNDI BI

CAÏMANES, ÎLES KY

CAMBODGE KH

CAMEROUN CM

CANADA CA

CABO VERDE CV

CENTRAFRICAINE, RÉPUBLIQUE CF

CHILI CL

CHINE CN

CHYPRE CY

COLOMBIE CO

COMORES KM

CONGO CG

CONSEIL DE COOPÉRATION DU GOLFE  
(voir Office des brevets du Conseil de   
coopération des États arabes du Golfe)

COOK, ÎLES CK

CORÉE (voir République de Corée; République  
populaire démocratique de Corée)

COSTA RICA CR

CÔTE D’IVOIRE CI

CROATIE HR

CUBA CU

CURAÇAO CW

DANEMARK DK

DJIBOUTI DJ

DOMINICAINE, RÉPUBLIQUE DO

DOMINIQUE DM

ÉGYPTE EG

EL SALVADOR SV

ÉMIRATS ARABES UNIS AE

ÉQUATEUR EC

ÉRYTHRÉE ER

ESPAGNE ES

ESTONIE EE

ESWATINI (l’) SZ

ÉTATS‑UNIS D’AMÉRIQUE US

ÉTHIOPIE ET

FALKLAND, ÎLES (MALVINAS) FK

FÉDÉRATION DE RUSSIE RU

FIDJI FJ

FÉROÉ, ÎLES FO

FINLANDE FI

FRANCE FR

GABON GA

GAMBIE GM

GÉORGIE GE

GÉORGIE DU SUD ET LES ÎLES  
SANDWICH DU SUD GS

GHANA GH

GIBRALTAR GI

GRÈCE GR

GRENADE GD

GROENLAND GL

GUATEMALA GT

GUERNESEY GG

GUINÉE GN

GUINÉE‑BISSAU GW

GUINÉE ÉQUATORIALE GQ

GUYANA GY

HAÏTI HT

HONDURAS HN

HONG KONG, CHINE HK

HONGRIE HU

ÎLE DE MAN IM

ÎLES MARSHALL MH

ÎLES VIERGES BRITANNIQUES VG

INDE IN

INDONÉSIE ID

INSTITUT DES BREVETS DE   
VISEGRADE (VPI)(1) (13) XV

INSTITUT NORDIQUE DES BREVETS   
(INB)(1) (13) XN

IRAN (RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D’) IR

IRAQ IQ

IRLANDE IE

ISLANDE IS

ISRAËL IL

ITALIE IT

JAMAÏQUE JM

JAPON JP

JERSEY JE

JORDANIE JO

KAZAKHSTAN KZ

KENYA KE

KIRGHIZISTAN KG

KIRIBATI KI

KOWEÏT KW

LAOS (voir République démocratique  
populaire lao)

LESOTHO LS

LETTONIE LV

LIBAN LB

LIBÉRIA LR

LIECHTENSTEIN LI

LITUANIE LT

LUXEMBOURG LU

LIBYE LY

MACAO, CHINE MO

MACÉDOINE DU NORD MK

MADAGASCAR MG

MALAISIE MY

MALAWI MW

MALDIVES MV

MALI ML

MALTE MT

MARIANNES DU NORD, ÎLES MP

MAROC MA

MAURICE MU

MAURITANIE MR

MEXIQUE MX

MOLDOVA (voir République de Moldova)

MONACO MC

MONGOLIE MN

MONTÉNÉGRO ME

MONTSERRAT MS

MOZAMBIQUE MZ

MYANMAR MM

NAMIBIE NA

NAURU NR

NÉPAL NP

NICARAGUA NI

NIGER NE

NIGÉRIA NG

NIOUÉ. NU

NORVÈGE NO

NOUVELLE‑ZÉLANDE NZ

OFFICE BENELUX DE LA PROPRIÉTÉ   
INTELLECTUELLE (OBPI)(2) (13) BX

OFFICE COMMUNAUTAIRE DES VARIÉTÉS   
VÉGÉTALES (UNION EUROPÉENNE)   
(OCVV)(13) ([14](#Note14)) QZ

OFFICE DE L’UNION EUROPÉENNE POUR   
LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE   
(EUIPO)(13) [(14)](#Note14) EM

OFFICE DES BREVETS DU CONSEIL DE  
COOPÉRATION DES ÉTATS ARABES  
DU GOLFE (Office des brevets du CCG)(13) GC

OFFICE DES MARQUES ET DESSINS OU   
MODÈLES DE L’UNION EUROPÉENNE   
(voir “Office de l’harmonisation dans le   
marché intérieur”)

OFFICE EUROPÉEN DES BREVETS  
(OEB)(1) (13) ([14](#Note14)) EP

OMAN OM

ORGANISATION AFRICAINE DE LA   
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE (OAPI)(1) (13) OA

ORGANISATION EURASIENNE  
DES BREVETS (OEAB)(1) (13) EA

ORGANISATION MONDIALE DE LA   
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE (OMPI)  
(BUREAU INTERNATIONAL DE L’)(4) (13) WO, IB

ORGANISATION RÉGIONALE AFRICAINE  
DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE  
(ARIPO)(1) (13) AP

OUGANDA UG

OUZBÉKISTAN UZ

PAKISTAN PK

PALAOS PW

PANAMA PA

PAPOUASIE‑NOUVELLE‑GUINÉE PG

PARAGUAY PY

PAYS‑BAS NL

PÉROU PE

PHILIPPINES PH

POLOGNE PL

PORTUGAL PT

PROVINCE CHINOISE DE TAIWAN TW

QATAR QA

RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE SY

RÉPUBLIQUE DE CORÉE KR

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE   
DU CONGO CD

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE   
POPULAIRE LAO LA

RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA MD

RÉPUBLIQUE POPULAIRE DÉMOCRATIQUE  
DE CORÉE KP

RÉPUBLIQUE‑UNIE DE TANZANIE TZ

ROUMANIE RO

ROYAUME‑UNI GB

RWANDA RW

SAHARA OCCIDENTAL(5) EH

SAINTE‑HÉLÈNE, ASCENSION ET   
TRISTAN DA CUNHA SH

SAINT‑KITTS‑ET‑NEVIS KN

SAINTE‑LUCIE LC

SAINT‑MARIN SM

SAINT-MARTIN (partie néerlandaise) SX

SAINT‑SIÈGE VA

SAINT-VINCENT-ET-LES GRENADINES (a, b) VC

SALOMON, ÎLES SB

SAMOA WS

SAO TOMÉ‑ET‑PRINCIPE ST

SÉNÉGAL SN

SERBIE RS

SEYCHELLES SC

SIERRA LEONE SL

SINGAPOUR SG

SLOVAQUIE SK

SLOVÉNIE SI

SOMALIE SO

SOUDAN SD

SOUDAN DU SUD SS

SRI LANKA LK

SUÈDE SE

SUISSE CH

SURINAME SR

SYRIE (voir République arabe syrienne)

TADJIKISTAN TJ

TANZANIE (voir République‑Unie de Tanzanie)

TCHAD TD

TCHÉQUIE (LA) CZ

THAÏLANDE TH

TIMOR-LESTE TL

TOGO TG

TONGA TO

TRINITÉ‑ET‑TOBAGO TT

TUNISIE TN

TURKMÉNISTAN TM

TURKS ET CAÏQUES, ÎLES TC

TÜRKIYE TR

TUVALU TV

UKRAINE UA

UNION EUROPÉENNE([14](#Note14)) EU

UNION INTERNATIONALE POUR LA   
PROTECTION DES OBTENTIONS   
VÉGÉTALES (UPOV)(13) XU

URUGUAY UY

VANUATU VU

VATICAN, ÉTAT DE LA CITÉ DU   
(voir Saint‑Siège)

VENEZUELA (RÉPUBLIQUE   
BOLIVARIENNE DU) VE

VIET NAM VN

YÉMEN YE

ZAMBIE ZM

ZIMBABWE ZW

[La section 2 suit]

# ANNEXE I, SECTION 2

LISTE DES CODES ET NOMS DES ÉTATS ET AUTRES ENTITÉS

LISTE ALPHABÉTIQUE DES CODES REPRÉSENTANT LES ÉTATS, AUTRES ENTITÉS  
ET ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES, AVEC  
LES NOMS ABRÉGÉS CORRESPONDANTS

AD Andorre

AE Émirats arabes unis

AF Afghanistan

AG Antigua‑et‑Barbuda

AI Anguilla

AL Albanie

AM Arménie

AO Angola

AP Organisation régionale africaine de  
la propriété intellectuelle (ARIPO)(1) (13)

AR Argentine

AT Autriche

AU Australie

AW Aruba

AZ Azerbaïdjan

BA Bosnie‑Herzégovine

BB Barbade

BD Bangladesh

BE Belgique

BF Burkina Faso

BG Bulgarie

BH Bahreïn

BI Burundi

BJ Bénin

BM Bermudes

BN Brunéi Darussalam

BO Bolivie (État plurinational de)

BQ Bonaire, Saint-Eustache et Saba

BR Brésil

BS Bahamas

BT Bhoutan

BV Île Bouvet

BW Botswana

BX Office Benelux de la Propriété intellectuelle (OBPI)(2) (13)

BY Bélarus

BZ Belize

CA Canada

CD République démocratique du Congo

CF République centrafricaine

CG Congo

CH Suisse

CI Côte d’Ivoire

CK Îles Cook

CL Chili

CM Cameroun

CN Chine

CO Colombie

CR Costa Rica

CU Cuba

CV Cabo Verde

CW Curaçao

CY Chypre

CZ Tchéquie

DE Allemagne(3)

DJ Djibouti

DK Danemark

DM Dominique

DO République dominicaine

DZ Algérie

EA Organisation eurasienne des brevets (OEAB)(1) (13)

EC Équateur

EE Estonie

EG Égypte

EH Sahara occidental(5)

EM Office de l’Union européenne pour la propriété intellectuelle (EUIPO)(13) ([14](#Note14))

EP Office européen des brevets (OEB)(1) (13) ([14](#Note14))

ER Érythrée

ES Espagne

ET Éthiopie

EU Union européenne([14](#Note14))

FI Finlande

FJ Fidji

FK Îles Falkland (Malvinas)

FO Îles Féroé

FR France

GA Gabon

GB Royaume‑Uni

GC Office des brevets du Conseil de coopération des États arabes du Golfe (Office des brevets du CCG)(13)

GD Grenade

GE Géorgie

GG Guernesey

GH Ghana

GI Gibraltar

GL Groenland

GM Gambie

GN Guinée

GQ Guinée équatoriale

GR Grèce

GS Géorgie du Sud et les îles Sandwich du Sud

GT Guatemala

GW Guinée‑Bissau

GY Guyana

HK Hong Kong, Chine

HN Honduras

HR Croatie

HT Haïti

HU Hongrie

IB Bureau international de l’Organisation Mondiale  
de la Propriété Intellectuelle (OMPI)(4) (13)

ID Indonésie

IE Irlande

IL Israël

IM Île de Man

IN Inde

IQ Iraq

IR Iran (République islamique d’)

IS Islande

IT Italie

JE Jersey

JM Jamaïque

JO Jordanie

JP Japon

KE Kenya

KG Kirghizistan

KH Cambodge

KI Kiribati

KM Comores

KN Saint‑Kitts‑et‑Nevis

KP République populaire   
démocratique de Corée

KR République de Corée

KW Koweït

KY Îles Caïmanes

KZ Kazakhstan

LA République démocratique populaire lao

LB Liban

LC Sainte‑Lucie

LI Liechtenstein

LK Sri Lanka

LR Libéria

LS Lesotho

LT Lituanie

LU Luxembourg

LV Lettonie

LY Libye

MA Maroc

MC Monaco

MD République de Moldova

ME Monténégro

MG Madagascar

MH Îles Marshall

MK Macédoine du Nord

ML Mali

MM Myanmar

MN Mongolie

MO Macao, Chine

MP Îles Mariannes du Nord

MR Mauritanie

MS Montserrat

MT Malte

MU Maurice

MV Maldives

MW Malawi

MX Mexique

MY Malaisie

MZ Mozambique

NA Namibie

NE Niger

NG Nigéria

NI Nicaragua

NL Pays‑Bas

NO Norvège

NP Népal

NR Nauru

NU Nioué

NZ Nouvelle‑Zélande

OA Organisation africaine de la propriété  
intellectuelle (OAPI)(1) (13)

OM Oman

PA Panama

PE Pérou

PG Papouasie‑Nouvelle‑Guinée

PH Philippines

PK Pakistan

PL Pologne

PT Portugal

PW Palaos

PY Paraguay

QA Qatar

QZ Office communautaire des variétés végétales (Union européenne) (OCVV)(13) ([14)](#Note14)

RO Roumanie

RS Serbie

RU Fédération de Russie

RW Rwanda

SA Arabie saoudite

SB Îles Salomon

SC Seychelles

SD Soudan

SE Suède

SG Singapour

SH Sainte‑Hélène, Ascension et Tristan da Cunha

SI Slovénie

SK Slovaquie

SL Sierra Leone

SM Saint‑Marin

SN Sénégal

SO Somalie

SR Suriname

SS Soudan du Sud

ST Sao Tomé‑et‑Principe

SV El Salvador

SX Saint-Martin (partie néerlandaise)

SY République arabe syrienne

SZ Eswatini (l’)

TC Îles Turks et Caïques

TD Tchad

TG Togo

TH Thaïlande

TJ Tadjikistan

TL Timor-Leste

TM Turkménistan

TN Tunisie

TO Tonga

TR Türkiye

TT Trinité‑et‑Tobago

TV Tuvalu

TW Province chinoise de Taiwan

TZ République‑Unie de Tanzanie

UA Ukraine

UG Ouganda

US États‑Unis d’Amérique

UY Uruguay

UZ Ouzbékistan

VA Saint‑Siège

VC Saint‑Vincent‑et‑les Grenadines

VE Venezuela (République bolivarienne du)

VG Îles Vierges britanniques

VN Viet Nam

VU Vanuatu

WO Organisation Mondiale de la   
Propriété Intellectuelle (OMPI)   
(Bureau international de l’)(4) (13)

WS Samoa

XN Institut nordique des brevets (INB)(1) (13)

XU Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV)(13)

XV Institut des brevets de Visegrade (VPI)(1) (13)

YE Yémen

ZA Afrique du Sud

ZM Zambie

ZW Zimbabwe

[L’annexe II suit]

# ANNEXE II, SECTION 1

ÉTATS DONT LE CODE A CHANGÉ

LISTE DES ÉTATS DONT LE CODE A CHANGÉ

| Pays | Code utilisé avant le 1.1.1978 | Nouveau code utilisé depuis le 1.1.1978 |
| --- | --- | --- |
| Albanie | AN | AL |
| Algérie | AG | DZ |
| Allemagne | DT | DE |
| Autriche | OE | AT |
|  |  |  |
| Bahreïn | BB | BH |
| Bangladesh | BA | BD |
| Barbade | BD | BB |
| Bénin | DA | BJ |
| Bhoutan | BH | BT |
| Birmanie (voir Myanmar) |  |  |
| Botswana | BT | BW |
| Burkina Faso | UV | HV/BF(6) |
|  |  |  |
| Cambodge | CD | KH |
| Cameroun | KA | CM |
| Chili | CE | CL |
| Chine | RC | CN |
| Congo | CF | CG |
|  |  |  |
| Égypte | ET | EG |
| El Salvador | SL | SV |
| Éthiopie | EA | ET |
|  |  |  |
| Finlande | SF | FI |
|  |  |  |
| Gambie | GE | GM |
| Guatemala | GU | GT |
| Guinée | GI | GN |
|  |  |  |
| Haïti | HI | HT |
| Honduras | HO | HN |
|  |  |  |
| Irlande | EI | IE |
|  |  |  |
| Japon | JA | JP |
|  |  |  |
| Kampuchéa démocratique (voir Cambodge) |  |  |
|  |  |  |
| Koweït | KU | KW |
|  |  |  |
| Liechtenstein | FL | LI |
|  |  |  |
| Madagascar | MD | MG |
| Mali | MJ | ML |
| Malte | ML | MT |
| Maurice | MS | MU |
| Mauritanie | MT | MR |
| Mongolie | MO | MN |
| Myanmar | BU | MM(8) |
|  |  |  |
| Nicaragua | NA | NI |
| Niger | NI | NE |
| Nigéria | WN | NG |
|  |  |  |
| Oman | MU | OM |
|  |  |  |
| Panama | PM | PA |
| Papouasie‑Nouvelle-  Guinée | PP | PG |
| Paraguay | PG | PY |
| Pologne | PO | PL |
|  |  |  |
| République arabe syrienne | SR | SY |
| République centrafricaine | ZR | CF |
| République de Corée | KS | KR |
| République démocratique du Congo | CB | ZR/CD(7) |
| République dominicaine | DR | DO |
| République populaire démocratique de Corée | KN | KP |
| République‑Unie de Tanzanie | TA | TZ |
| Roumanie | RU | RO |
|  |  |  |
| Saint‑Siège | CV | VA |
| Sierra Leone | WL | SL |
| Sri Lanka | CL | LK |
| Suède | SW | SE |
| Syrie (voir République   arabe syrienne) |  |  |
|  |  |  |
| Timor-Leste | TP | TL(9) |
| Timor Oriental   (voir Timor-Leste) |  |  |
| Tchad | TS | TD |
| Togo | TO | TG |
| Tonga | TI | TO |
| Trinité‑et‑Tobago | TD | TT |
|  |  |  |
| Zaïre (voir République  démocratique du Congo) |  |  |
| Zambie | ZB | ZM |

[La section 2 suit]

# ANNEXE II, SECTION 2

ÉTATS OU ORGANISATIONS QUI N’EXISTENT PLUS

LISTE DES ÉTATS OU ORGANISATIONS QUI EXISTAIENT  
LE 1er JANVIER 1978 ET QUI N’EXISTENT PLUS

Institut international des brevets IB

République démocratique allemande DL/DD(11))

Tchécoslovaquie CS

Union soviétique SU

Yémen démocratique SY/YD(10)

Yougoslavie/Serbie‑et‑Monténégro YU(12)

[L’annexe III suit]

# ANNEXE III

PROCÉDURE POUR LA RÉVISION DE LA NORME ST.3 DE L’OMPI

1. Le Bureau international réviserait la forme abrégée des noms d’États, de territoires et d’organisations intergouvernementales figurant dans la norme ST.3 de l’OMPI et informerait les membres du Comité des normes de l’OMPI (les membres du CWS) de cette révision de la manière suivante :

a) le Bureau international réviserait la norme ST.3 de l’OMPI en incorporant les modifications concernant la forme abrégée des noms d’États telle qu’elle figure dans la base de données terminologique de l’ONU (UNTERM). En ce qui concerne les noms de territoires ou lorsqu’il est nécessaire de ne pas reprendre les noms d’États figurant dans UNTERM, le Bureau international réviserait également la norme ST.3 de l’OMPI en incorporant les modifications nécessaires selon la pratique de longue date de l’OMPI répondant à des demandes officielles des États concernés. Pour ce qui est des noms d’organisations intergouvernementales, le Bureau international réviserait de la même manière la norme ST.3 de l’OMPI en incorporant les modifications recensées ou reçues des organisations intergouvernementales concernées;

b) le Bureau international publierait ensuite la norme ST.3 révisée sur le site Web de l’OMPI, suivie d’une notification informant les membres du CWS de la publication de la révision;

2. En ce qui concerne la révision de la norme ST.3 de l’OMPI à d’autres égards que les noms mentionnés au paragraphe 1 ci-dessus, par exemple des modifications des codes à deux lettres, le Bureau international devrait établir une proposition de révision pour examen et approbation par les membres du CWS comme suit :

a) le Bureau international élaborerait une proposition de révision de la norme ST.3 de l’OMPI. En particulier, en ce qui concerne les codes alphabétiques à deux lettres pour les États et les territoires, le Bureau international élaborerait une proposition de révision de la norme ST.3 de l’OMPI en incorporant les modifications déjà adoptées par l’Autorité de mise à jour de la norme internationale ISO 3166. Pour ce qui est des codes alphabétiques à deux lettres pour les organisations intergouvernementales, le Bureau international élaborerait une proposition de révision de la norme ST.3 de l’OMPI en incorporant un code à deux lettres approprié correspondant à l’organisation concernée;

b) le Bureau international diffuserait une circulaire invitant les membres du CWS à examiner la proposition et à répondre dans un délai de deux mois;

c) si un consensus se dégageait durant cette période de deux mois, le Bureau international publierait la version révisée de la norme ST.3 de l’OMPI;

d) si aucun consensus ne se dégageait, la proposition du Bureau international ainsi que les observations formulées seraient conservées en vue de la session suivante du CWS pour examen et décision finale.

[Fin de l’annexe III et de la norme]

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | |  | |
| (1) | Organisations intergouvernementales (offices régionaux de brevets) agissant pour certains États contractants dans le cadre du PCT (Traité de coopération en matière de brevets). Dans le cas de l’Office européen des brevets, il s’agit de l’organe opérationnel de l’Organisation européenne des brevets. | |
| (2) | L’Office Benelux de la Propriété intellectuelle (OBPI) (anciennement le Bureau Benelux des marques et le Bureau Benelux des dessins ou modèles) a remplacé les offices nationaux de la Belgique, du Luxembourg et des Pays‑Bas en ce qui concerne les opérations relatives aux marques et aux dessins et modèles industriels. | |
| (3) | Dans la base de données électronique du registre international des marques, le Bureau international de l’OMPI utilise les codes supplémentaires suivants, qui ne font pas partie des codes actifs de la norme ST.3 : “DD” pour désigner l’Allemagne à l’exception du territoire qui, avant le 3 octobre 1990, constituait la République fédérale d’Allemagne; “DT” pour désigner l’Allemagne à l’exception du territoire qui, avant le 3 octobre 1990, constituait la République démocratique allemande. | |
| (4) | Le code “WO” est utilisé en relation avec la publication internationale selon le Traité de coopération en matière de brevets (PCT) des demandes internationales déposées auprès d’un office récepteur du PCT, ainsi qu’en relation avec la publication des ~~dépôts~~ enregistrements internationaux de dessins et modèles industriels en vertu de l’Arrangement de La Haye concernant l’enregistrement~~e dépôt~~ international des dessins et modèles industriels. On se reportera à cet égard au code INID (33) figurant dans les normes [ST.9](file:///\\Wipogvafs01\DAT2\ORGLAN\SHARED\Originaux\000_KIC\TR-21155-GIFS\1.%20%20June%2013,%202019\Ref%20(from%20client)\03-09-01.pdf) et [ST.80](file:///\\Wipogvafs01\DAT2\ORGLAN\SHARED\Originaux\000_KIC\TR-21155-GIFS\1.%20%20June%2013,%202019\Ref%20(from%20client)\03-80-01.pdf) de l’OMPI. Le code “WO” est également le code à utiliser en ce qui concerne l’enregistrement international des marques en vertu ~~de l~~’~~Arrangement de Madrid et~~ du Protocole de Madrid concernant l’enregistrement international des marques. On se reportera à cet égard au code INID (330) figurant dans la norme ST.60 de l’OMPI. Le code “IB” est utilisé en relation avec la réception des demandes internationales selon le PCT déposées auprès du Bureau international de l’OMPI en sa qualité d’office récepteur du PCT, et pour le dépôt des demandes d’enregistrement international des dessins et modèles industriels en vertu de l’Arrangement de La Haye. | |
| (5) | Nom provisoire. | |
| (6) | Code BF adopté en 1984. | |
| (7) | Code CD adopté en 1997. | |
| (8) | Code MM adopté en 1989. | |
| (9) | Code TL adopté le 20 mai 2002. | |
| (10) | Code SY utilisé avant le 1.1.1978. | |
| (11)) | Code DL utilisé avant le 1.1.1978. | |
| (12) | À la suite du changement de nom de la “Yougoslavie” pour la “Serbie‑et‑Monténégro” qui a pris effet le 4 février 2003 et de la décision prise par l’Autorité de mise à jour de la norme internationale ISO 3166 d’utiliser ce nouveau nom de pays et le nouveau code à deux lettres “CS” (à la place de “YU”) annoncée le 23 juillet 2003, le Groupe de travail sur les normes et la documentation du SCIT est convenu, à sa cinquième session, le 11 novembre 2004, de recommander de continuer à utiliser le code “YU” pour désigner la “Serbie‑et‑Monténégro” dans le domaine de la propriété ~~industrielle~~ intellectuelle en raison du fait que l’utilisation du code “CS”, qui servait à désigner la “Tchécoslovaquie” jusqu’en 1993, posait certains problèmes. | |
| (13)  (14) | Le sigle ou le nom abrégé d’une entité ne fait pas partie du nom de celle-ci.  Les codes à deux lettres “EP”, “EM” et “QZ” doivent être utilisés pour indiquer l’office correspondant tel que défini dans la présente norme, tandis que le code “EU” doit être utilisé pour indiquer d’autres institutions de l’Union européenne. En outre, les codes doivent être utilisés dans les situations suivantes :  “EP” pour la documentation et les informations relatives aux brevets administrés par l’Office européen des brevets (OEB);  “EM” pour la documentation et les informations relatives aux marques de l’Union européenne et aux dessins et modèles industriels de l’Union européenne administrés par l’Office de l’Union européenne pour la propriété intellectuelle (EUIPO), ainsi que pour la désignation de l’Union européenne dans le cadre des systèmes de Madrid et de La Haye;  “QZ” pour la documentation et les informations relatives à la protection communautaire des variétés végétales administrée par l’Office communautaire des variétés végétales (OCVV); et  “EU” pour la documentation et les informations relatives à d’autres droits applicables dans l’Union européenne et non couverts par les codes ‘EP’, ‘EM’ et ‘QZ’, telles que les autorisations de commercialisation approuvées par l’Agence européenne des médicaments ou les indications géographiques protégées en vertu de la législation de l’Union européenne.  [Fin de l’annexe et du document] | |